

L'an deux mille vingt-trois, le neuf octobre, le Comité Syndical de Nouvelle-Aquitaine Mobilités, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire sous la Présidence de **M. Renaud LAGRAVE**, son Président,

**Convocation faite le 29 septembre 2023**

**Nombre de délégués : 26**

**Nombre de voix : 115**

**Présents titulaires (22) :**

Monsieur Frankie ANGEBAULT pour la Communauté urbaine du Grand Poitiers

Monsieur Serge ARCOUET pour le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour

Madame Sylvie AUBERT pour la Communauté urbaine du Grand Poitiers

Monsieur Mathieu BERGÉ pour la Région Nouvelle-Aquitaine

Monsieur Michel COUZIGOU pour la Communauté d'agglomération Val de Garonne

Monsieur Philippe DELHOUME pour la Communauté d'agglomération de Saintes

Monsieur Alain DUBOURDIEU pour la Communauté d'agglomération du Grand Dax

Monsieur Christophe DUPRAT pour Bordeaux Métropole

Monsieur Jacky EMON pour la Région Nouvelle-Aquitaine

Monsieur Jean-Pierre ETCHEGARAY pour le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour

Monsieur Michel GERMANEAU pour la Communauté d'agglomération du GrandAngoulême

Monsieur Dany GRELLIER pour la Communauté d'agglomération du Bocage Bressuirais

Monsieur Nordine GUENDEZ pour Bordeaux Métropole

Monsieur Jean-François IRIGOYEN pour le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour

Monsieur Renaud LAGRAVE pour la Région Nouvelle-Aquitaine

Monsieur Hindeley MATTARD pour la Communauté d'agglomération de Grand Châtellerault

Madame Claude MELLIER pour Bordeaux Métropole

Monsieur Frédéric MELLIER pour la Région Nouvelle-Aquitaine

Madame Line MEODE pour la Communauté d'agglomération de La Rochelle

Monsieur Nicolas PATRIARCHE pour le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités

Monsieur Christian PRADAYROL pour la Communauté d'agglomération du Bassin de Brive

Monsieur Clément ROSSIGNOL PUECH pour Bordeaux Métropole

**Présents suppléants (4) :**

Monsieur Jean-Claude BOURRIAT pour le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités

Monsieur Jérôme GUILLEM représentant des Communautés de Communes

Monsieur Thierry MARTY pour la communauté d'agglomération du Libournais

Madame Christine SEGUINAU pour la Région Nouvelle-Aquitaine

**Excusés (24) :**

Monsieur Benoist AULANIER représentant des Communautés de Communes

Monsieur Thierry AUROY-PEYTOU pour la Communauté d'agglomération Bergeracoise

Monsieur Bertrand AYRAL pour la Communauté d'agglomération de La Rochelle

Monsieur Gérard BAGNOL pour la Communauté d'agglomération du Bassin de Brive

Monsieur Claude BAUDIN pour la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique

Monsieur Gilles BEGOUT pour Limoges Métropole  
Madame Pascale BELLE pour la Communauté d'agglomération du Grand Cognac  
Monsieur Philippe BUISSON pour la Communauté d'agglomération du Libournais  
Monsieur Michel CAPERAN pour le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités  
Madame Frédérique CHARPENEL pour la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud  
Monsieur Jacques COLOMBIER pour la Région Nouvelle-Aquitaine  
Monsieur Xavier DANNEY pour la Communauté d'agglomération d'Arcachon Nord  
Monsieur Jean GALAND représentant des Départements  
Monsieur Olivier GEORGIADDES pour la Communauté d'agglomération du Grand Périgueux  
Madame Véronique GLEYZE pour le Communauté d'agglomération du Marsan  
Monsieur Jean-Marie LAGEDAMONT pour Limoges Métropole  
Monsieur Alain LECOINTE pour la Communauté d'agglomération du Niortais  
Monsieur Jean-Luc MARTIAL pour la Communauté d'agglomération du GrandAngoulême  
Monsieur Stéphane MOTTIER pour la Communauté d'agglomération du Grand Périgueux  
Monsieur Marc OXIBAR pour la Région Nouvelle-Aquitaine  
Monsieur Didier PORTRON pour la communauté d'agglomération Rochefort Océan  
Monsieur Daniel RINGENBACH pour la Communauté d'agglomération Tulle Agglo  
Monsieur Patrick ROUGEOT pour la Communauté d'agglomération du Grand Guéret  
Monsieur Dominique SIX pour la Communauté d'agglomération du Niortais

**Pouvoirs (2) :**

Monsieur Xavier DANNEY à Monsieur Clément ROSSIGNOL PUECH  
Monsieur Olivier GEORGIADDES à Monsieur Renaud LAGRAVE

**Secrétaire de séance :**

Madame Claude MELLIER est désignée à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, ce qu'elle accepte.

---

**DELIBERATION 2023\_035 : CONVENTION DE FINANCEMENT DE LA LIGNE  
EXPRESS BORDEAUX <> BLAYE**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la feuille de route entre Bordeaux Métropole et la Région Nouvelle-Aquitaine relative au RER Métropolitain et au développement des cars express,

**Vu** les statuts de Nouvelle-Aquitaine Mobilités,

**Vu** la levée du VMA par Nouvelle-Aquitaine Mobilités dans le cadre de sa Commission Locale des Mobilités afin d'améliorer les dessertes péri-urbaines,

**Considérant** le déploiement du réseau de cars express autour de la Métropole de Bordeaux et la réussite de la ligne Bordeaux – Créon avec une fréquentation quotidienne supérieure aux objectifs,

**Considérant** la participation du VMA au financement du réseau de cars express à hauteur de 50%,

---

**Après en avoir délibéré, le Comité Syndical décide à l'unanimité :**

- **De voter la convention de financement de la ligne Bordeaux-Blaye entre la Région Nouvelle-Aquitaine, Bordeaux Métropole et Nouvelle-Aquitaine Mobilités,**
- **D'affecter les recettes et les dépenses relatives à cette convention au budget de Nouvelle-Aquitaine Mobilités,**
- **D'autoriser le Président à prendre tous les actes et mesures nécessaires à l'application de la présente délibération.**

**Le Président,**



**Renaud LAGRAVE**

Délais et voies de recours contentieux :

Recours gracieux ou recours contentieux : à effectuer dans un délai de 2 mois à compter de la notification des actes individuels ou collectifs ou de la publication des actes réglementaires. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire/ Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux suivant la réponse de l'autorité signataire. L'absence de réponse à l'issue de 2 mois vaudra refus implicite et fera à nouveau courir le délai de recours contentieux. Le recours contentieux peut être directement au Tribunal Administratif. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)